Oran-Républicain : faire, lire, faire lire, un journal dans les années Trente

Fouad SOUFI (1,2)

Introduction

L'analyse des rapports entre *Oran Républicain* et ses lecteurs devrait nous permettre de comprendre comment fonctionnait l'Acte de Lecture en tant qu'Acte Social. Ce texte se voudrait donc un exercice sur un organe de presse et son environnement, un exercice sur l'histoire des mentalités[1]. Il s'agit donc d'essayer d'appréhender un journal, forme moderne de sociabilité au même titre que le cercle culturel ou le club sportif et d'examiner le milieu dans lequel il est né, le public qu'il cible et son impact.

Lire un journal est autant une pratique individuelle qu'une pratique collective[2], Choisir de lire un journal revient à prendre ses marques par rapport à ceux qui font le même geste mais également par rapport à ce qui refusent de l'acheter. Choisir *Oran Républicain* lorsqu'il paraît en 1937, c'est choisir son camp. Le lecteur potentiel en Oranie avait jusqu'alors le choix chaque matin entre le vieil *Echo d'Oran* et le tout jeune *Oran Matin* (fondé en 1932), ou alors attendre les journaux d'Alger qui parvenaient par le train de 13 h. Le 21 février 1937, un nouveau quotidien fait son apparition, acte politique s'il en est, qui s'inscrit pleinement dans le contexte de l'époque.

Quelle est la situation en cette fin des années 1930 notamment dans les rapports entre la presse et la politique ?

Comment *Oran Républicain* peut-il être considéré comme centre et support pour l'élaboration et la diffusion d'une vision différente du système colonial ?

---

(1) Archives Nationales d'Algérie, 16000, Alger, Algérie
(2) Unité de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle, 31000, Oran, Algérie.

1 Il s'agit là d'un exercice périlleux dont je prends le risque ni d'en mesurer toutes les difficultés méthodologiques, ni d'en éviter les écueils.

2 Rappel de 1880.

Presse et politique dans la fin des années trente

Le journal, quel qu'il soit, est certes un personnage historique, mais il est également et d'abord un lieu de rencontre et de reconnaissance. C'est un lieu de sociabilité où fonctionne un système d'échanges très complexe qui met en mouvement tant sa vie interne que ses rapports avec l'extérieur. Faire un journal est une pratique autant politique que sociale. Ces pratiques bien établies dans la société coloniale se trouvent reproduites, tout ou partie, dans la société colonisée. Celle-ci aura retourné contre celle-là une arme redoutable et *Oran Républicain* se voulait précisément être le lieu de convergence des éléments jugés par lui, positifs de deux sociétés antagonistes.

Il faut rappeler qu'en 1936, avec l'avènement du Front Populaire et surtout avec l'élection de Marius Dubois, Président de la Fédération S.F.I.O. d'Oran, à la chambre des députés, on a assisté à la radicalisation de la vie politique sinon à la politisation de la vie quotidienne[3].

Ce phénomène a immédiatement des répercussions au niveau de la presse. *L'Echo d'Oran*, du haut de ses quatre-vingt-dix années d'existence, s'est toujours présenté comme la conscience politique du département. Il est l'Institution qui chaque matin informe les Oranais ; ses journalistes font tous partie du meilleur monde et ont leurs entrées partout. *L'Echo* a toujours voulu se placer au-dessus des luttes partisane ; mais en 1936, le voilà entrainé derrière les catholiques de droite, derrière l'Evêché, il devient le porte-parole du P.S.F[4]. C'est que depuis le vieil Echo a un rival : *Oran Matin*. Il est vrai qu'à ses débuts le nouveau journal ne présente aucun cachet particulier : même typographie, même mise en page, etc... Son originalité est dans sa fondation : il brise un monopole de trente ans[5], et dans ses timides audaces, il ouvre ses colonnes aux lettrés

[3] Précisons-que l'essor du parti SFIO crée en 1924, avait commencé à Oran en 1932, lorsque Dubois fut élu au Conseil Général d'Oran retrouvant là le siège perdu par Ch.-A. Julien en 1921.

[4] En fait l'*Echo d'Oran* avait violemment attaqué la candidature de Ch. A. Julien en 1921 lors des élections cantonales, en publiant la 8ème condition de l'Internationale Communiste appelant les communistes à soutenir les peuples colonisés dans leur lutte pour leur indépendance

[5] Depuis la disparition du *Petit Fanal Oranais* au tournant du Siècle, l'*Echo d'Oran* exerçait un quasi-monopole sur l'information en Oranie. Monopole que ne mettait pas en

algériens. Alfred Cazes va permettre à ses amis de publier (notamment Mohamed Ould Cheikh). Mais dans l'ensemble *l'Echo d'Oran* reste une forteresse inexpugnable. Il faut attendre la prise du pouvoir municipal par l'Abbé Lambert pour qu'*Oran Matin*, en soutenant le nouveau maire, se détermine une place plus importante au point de devenir en 1937, l'organe du Parti Populaire Français de Jacques Doriot. Quant au *Petit Oranais*, il a, depuis 1925, choisi son cheval de bataille : l'anti-judaïsme.

Aussi, le lecteur oranais quel qu'il soit politiquement, socialement, quelle que soit, la communauté à laquelle il appartient, a le choix entre un journal de droite et un autre journal de droite. La venue des journaux d'Alger et la vente des journaux de France ne font qu'aggraver cette tendance.

Le Front Populaire d'Oran, n'avait alors à opposer, à ce monopole sur l'information quotidienne, que trois hebdomadaires : *Le Semeur* (S.F.I.O. /C.G.T.), *L'Elan Républicain* créé en 1932 par les radicaux et *le Front Populaire d'Oranie*, véritable ancêtre *d'Oran Républicain* publié depuis 1935. La diffusion de *Populaire* et de *L'Humanité* ne pouvait remédier à l'absence d'un quotidien qui s'intéresserait aux problèmes locaux d'une manière et d'un point de vue différents de ceux de la droite coloniale. Or, la présentation, l'exploitation d'un fait divers ou d'un problème local sont capitales dans la formation, l'orientation d'une opinion publique[6]. On sait que c'est grâce à un problème local (l'eau douce) que l'Abbé Lambert a pu prendre la Mairie d'Oran en 1934 avec l'aide *d'Oran Matin*[7]. Cette élection aura constitué la première défaite politique de *L'Echo d'Oran* depuis les années 1880.

En tout état de cause, et par-delà leurs dissensions les deux quotidiens s'accordent pour faire fonctionner le réflexe de peur lors de grèves de mai-juin 1936 et face aux mouvements des ouvriers

cause les quotidiens du soir : *Le Soir* de Jules Casser (qui devient en 1924 *La Dépêche Oranaise*) et le *Petit Oranais* de Vidal Chaloum puis du Dr Molle et des anti-juifs.

[6] Désormais tout est prétexte à l'affrontement. La fête du 14 juillet sert à présenter l'état des forces politiques respectives ; les juifs sont exclus de la fête de Jeanne d'Arc; le Front Populaire appelle à soutenir telle équipe de football plutôt que telle autre. Ministère des masses, Ministère de la rue, la politique s'insinue partout dans tous les domaines de la vie quotidienne. Les grands procès de l'entre-deux-guerres provoquent également les passions politiques. Cf. Les affaires Tordjmann (1925), Lallout 1936, Zaoui (1938).

[7] Il faut dire également que l'Abbé Lambert avait su exploiter à son profit la volonté de paix qui animait les trois communautés fatiguées par la politique férocement anti-juive de la Municipalité d'alors.

agricoles de juillet août 1936. Ils mènent de concert, sur un registre à peine différent, leur campagne contre le Projet Blum Violette, relayés en cela par toute une série d'hebdomadaires locaux ou régionaux. En effet, le quadrillage de l'Opinion publique est très serré. Chaque ville du département possède son ou ses hebdomadaires si précieux en période de luttes électorales entre autres. Sur ces dix-huit journaux qui se veulent d'informations générales, trois seulement sont entre les mains des radicaux : *Le Réveil de Mascara* de Pascal Muselli, *L'Echo de Tlemcen* d'Albert Valleur et *Le Réveil Républicain de Tiaret*[8]. Tous les autres se placent sur les positions de la droite traditionnelle quand ils ne rejoignent pas l'extrême droite fascisante (*L'Aïn Sefra de Mostaganem*). C'est dire le quasi-monopole sur l'information dont bénéficie la droite coloniale.

Or, ce sont ces journaux que les lettrés algériens achètent et lisent. C'est par cette presse, qu'ils apprennent à commenter en groupe, qu'ils s'informent et informent leur entourage sur la situation intérieure et sur la vie politique internationale. C'est par cette presse que bon nombre d'entre eux prennent connaissance des évènements qui secouent le monde arabe et notamment la Palestine et le problème de l'installation des colons juifs, la montée du Mouvement nationaliste Wafd en Egypte et les efforts d'organisation, en Egypte, du premier État arabe moderne.

Il faut se rappeler également que depuis le 7 juin 1936, les Algériens ont fait une entrée fracassante dans la vie politique et que dans ce phénomène qui bouleverse la société coloniale, des journaux comme *La Défense, La Justice, La Lutte Sociale,* et *El Bassaïr* pour ne citer que les plus en vue ont joué un rôle non négligeable[9]. Mais ces lettrés ne pouvaient à. eux seuls constituer l'ensemble du mouvement. La masse qui entre ainsi en action pouvait-elle lire ? Pouvait-elle lire le français ? Prenons un point de repère, insuffisant certes mais indicatif tout de même : le recrutement. Les statistiques de l'Algérie nous montrent que moins de 2 % des conscrits algériens de chaque classe du département d'Oran savent lire et écrire le français. Par contre le nombre de conscrits parlant le

[8] Pascal Muselli, Maire, conseiller général de Mascara soutient du bout des lèvres et contre son gré le Front Populaire, tout comme Albert Valleur, maire et conseiller général de Tlemcen (Union Socialiste et Républicaine, parti de Maurice Violette).
[9] Il est fait allusion ici au Congrès Musulman d'Alger du 7 juin 1936.

français sans savoir l'écrire ou le lire, se multiplie au moins par 7 entre 1933 et 1937. Si l'on n'apprend pas ou très peu à lire et à écrire le français, il semble que l'on apprend, que l'on utilise, chaque année un peu plus, la langue française. Il faudrait bien évidemment approfondir l'analyse avant d'affirmer que l'on assiste bien en ces années 1930 à la prise en charge d'une seconde langue. Avec ce qui semble être un nouvel acquis sociolinguistique c'est un monde qui devient plus facilement abordable et même familier et ceux qui y accèdent n'en deviennent que plus dangereux. Le sous-préfet de Mascara ne se trompe pas qui signale à son supérieur la diffusion dans son arrondissement de certains journaux dont notamment *L'Ikdam* et *La Défense.*[10] Il en réclame sinon l'interdiction du moins la saisie. A la même période (nous sommes en 1935), son collègue de Tlemcen signale que depuis les événements de Sétif, il se vend plus d'exemplaires de *l'Echo d'Oran* qu'habituellement. La Gendarmerie d'Ain El Berd (ex. Oued Imbert) note qu'un certain Bouchenak, lettré en Français et en Arabe « commente à sa façon aux indigènes tous les faits pouvant les intéresser et qu'il apprend par la voie de la presse oranaise, *l'Echo d'Oran* et *Oran Matin* », Qu'une personne sache lire et son entourage est informé. La lecture en public des journaux, reste interdite rappelle un an plus tard, l'administrateur de la Commune mixte de Renault (Sidi M'hamed B. Ali) et pourtant les lettrés de Mazouna la pratiquent un peu trop souvent à son avis. D'autant plus que précisément dans cette ville, les journaux de droite se vendent de moins en moins en octobre 1936. Une tendance dangereuse semble se dessiner qui fait que l'on préfère lire *La Lutte Sociale, La Défense*, *La Justice et L'Echo d'Alger,* « qui ouvrent leurs colonnes à leurs revendications politiques ». Aussi, lorsqu'*Oran Républicain* finit par supplanter tous les autres quotidiens, notre administrateur suggère que l'on n'applique rien de moins qu'une censure sur toutes les informations défavorables à la France[11].

Ce qui apparaît, au travers de l'analyse de l'état d'esprit de la population et des tentatives de contrôler la diffusion de la presse, c'est que *l'acte de lecture* qui s'exerce individuellement ou en groupe constitue désormais un *fait social* courant. Le journal

[10] Toutes ces indications sont puisées Archives Wilaya d'Oran Liasse *Etat d'esprit des Indigènes.*
[11] *Ibid*.

déborde largement le milieu de ceux qui savent lire et écrire. Entre l'analphabétisme et la lecture il y a un état intermédiaire : la lecture collective. Le journal est intégré dans les moyens de luttes politiques et sociales. Il obtient un statut symbolique particulièrement fort dans une société du geste et de la parole qui respecte profondément l'écrit ; dans une société où l'on a d'autant plus de chance d'être écouté que l'on parle haut et fort, dans une société où l'on aime à parler par allusion, à mi-mots, l'écrit présenté à un statut de preuve irréfutable dont le journal va profiter. D'autre part, en corollaire, le lecteur devient un personnage susceptible d'historicité. Le petit monde des lisants-écrivants est vite considéré comme suspect par les services de police qui essaient d'en contrôler tous les mouvements.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la naissance d'*Oran Républicain* et la place, que très vite, il conquiert auprès du public le plus large dans les deux communautés. Avec la parution du nouveau quotidien, on assiste à une redistribution des espaces d'écriture et de lecture. Jusqu'à présent 'ceux des Algériens qui souhaitaient être publiés-et lus, devaient s'adresser à *L'Echo d'Oran* (cas Mohamed Kerouicha) ou à *Oran Matin* (Hamed Taleb et Ahmed Ould Cheikh), faute d'un organe d'expression qui leur soit propre[12].

En fait, les conditions pour la naissance d'un nouveau quotidien étaient réunies : un marché existait, les tensions politiques de plus en plus vives avaient poussé les autres journaux à se positionner en soutenant les partis de la droite et les élections de 1936 gagnées à Oran par les socialistes rendaient plus que nécessaire la parution d'un nouveau quotidien. *Oran Républicain* a pour mission d'investir un créneau. C'est dans ses colonnes que s'élabore une vision politique du système coloniale différente.

Oran Républicain : centre d'élaboration et support d'une vision autre

Si le cercle de la famille de la presse d'Oran s'élargit avec la publication d'*Oran Républicain*, on ne saurait dire que le nouveau-né était le bienvenu. *Le Petit Oranais* en octobre 1936 avait donné le

[12] Si le lecteur oranais est surveillé dans ses lectures, il faut rappeler qu'il n'a plus l'occasion depuis 1932 de lire un journal national publié dans la région. Zine Bentabet et Zoubir Makhlouf avaient alors publié et tiré sur les presses de l'*Echo d'Oran, El Fadjr*, mais sans grand succès.

ton en signalant à ses lecteurs « la publication prochaine à Oran d'un quotidien judéo-maçonnique ».

Oran Républicain est né d'une décision politique. *A priori*, il n'y a rien de bien exceptionnel ni d'original, sinon qu'*Oran matin* a été fondé par des industriels. Il faut d'autre part remonter à 1881 et au *Petit Fanal Oranais* pour retrouver un quotidien (en fait tri-hebdomadaire) à vocation politique.

En tout état de cause, en 1936-1937, au plus fort de la dynamique induite par la victoire du Front Populaire, le déséquilibre entre les partis de droite et ceux de gauche et dans le domaine de la presse, très important. Le bénéfice de l'élection de Marins Dubois, celui de la mobilisation massive du monde ouvrier et la confiance des masses algériennes dans les promesses de changement, pouvaient être perdus. Les violentes campagnes contre le projet Blum Violette, menées tant par *l'Echo d'Oran* que par *Oran Matin* et le *Petit Oranais,* pouvaient montrer que l'opinion publique européenne dans son ensemble était contre tout changement. Les défenseurs à Paris d'une évolution et d'un aménagement du système colonial pouvaient être découragés.

Dès 1935, le comité du Front Populaire d'Oran s'était essayé dans un hebdomadaire. Il décide dans le secret des arrière-salles de bars de la rue Cavaignac de créer un quotidien[13]. Radicaux-socialistes de pratiquement toutes les tendances, socialistes et communistes se réunissent pour fonder le nouveau journal. Les tâches politico-administratives sont réparties entre les trois familles politiques de la gauche : Edmond Auzas, radical, franc-maçon, vieux routier de la vie politique local prend la direction politique ; Pierre Tabarot dont les liens avec le parti communiste ne sont plus évidents, est chargé de l'administration. La rédaction en chef est confiée à un parisien, membre de la tendance socialiste-révolutionnaire au sein de la S.F.I.O., Michel Rouzé.

- Evoluant dans une société où les normes du journalisme et les habitudes des lecteurs sont solidement établies, *Oran Républicain* ne peut innover techniquement, il ne peut qu'adopter la mise en page traditionnelle pour tenir compte de la diversité des lecteurs et des lectures. Mais si ce n'est pas un journal fondamentalement

[13] La rue Cavaignac, située dans le quartier Saint Pierre qu'évoque Emanuel Roblès dans *Saison Violente* rassemblait les bars acquis à la S.F.I.O. et les imprimeries proches des partis de gauche. Elle avait accueilli en son temps la première Maison du peuple en 1903.

nouveau dans la forme, il est un journal différent dans le fond. On use du journal comme d'une arme et sur tous les fronts. *La Page Agricole*, que dirige chaque mardi Edmond Auzas, se distingue nettement de la *Page du Colon* de *l'Echo d'Oran* en se préoccupant beaucoup plus des problèmes de production et de propriété que de semences et de fumures[14]. Aux conseils pratiques que donne *Oran Matin* aux femmes dans sa page de *Madame* chaque jeudi, *0ran Républicain* préfère confier chaque samedi sa page sur *la Femme et la maison* à des militantes. L'innovation essentielle a été de consacrer chaque jour une page à un thème. L'audace a été d'ouvrir une *Page Musulmane* chaque vendredi, confiée au cheikh Zahiri[15].

Parce qu'il propose une autre lecture des événements que connaissent Oran, l'Algérie, le Monde, Oran-Républicain est attaqué systématiquement, *Oran Matin* se fait un plaisir d'informer ses lecteurs qu'Edmond Auzas est propriétaire de quatre fermes en Algérie et d'un Château en France, lui le Professeur de Lycée! C'est Alfred Gazes ancien secrétaire général de la Chambre de Commerce qui se spécialise dans l'invective et l'insulte. Sous le pseudonyme de Gwynplaine, l'homme qui rit, Alfred Cazes s'attaque chaque jour à *Oran-Youpln* et à Mihaïl Kokohezinski alias Michel Rouzé.

Le succès de la série de numéros 00 lancés entre le 10 et le 20 février 1937 incite les responsables du nouveau quotidien à être vigilants. La veille de la parution du numéro 1, un appel est lancé à tous les militants du Front Populaire pour qu'ils protègent les vendeurs du journal. Il ne suffit pas de tirer un journal, encore faut-il le vendre dans un contexte particulièrement hostile. Depuis la grève générale du 23 janvier 1937, toute la région d'Oran vit sous tension. *Oran Matin* ne fait pas dans le détail qui voit partout des émeutes (Oran, Sig), qui publie des documents destinés à montrer « l'état d'esprit dangereux des Indigènes qui favorisent les propositions de Maurice Violette et Jean Mélia ». Un certain Miloud Belbachir n'a-t-il pas osé écrire que la colonisation doit se transformer ou disparaître ? Les incidents le 22 février 1937 à Mohammadia (ex. Perrégaux) suivis le 25 de ceux de Sidi Bel Abbés, donnent à *Oran Matin* et à l'Abbé Lambert l'occasion de désigner clairement

[14] Edmond Auzas appelle notamment à la création d'une paysannerie algérienne moyenne.

[15] Deux autres pages hebdomadaires constituent également des innovations importantes : *Nous les Jeunes* et surtout *Les Idées et les Hommes,* largement ouvertes à toutes les idées nouvelles.

leur ennemi : *Oran Républicain* porte-parole de l'Anti- France. Les incidents survenus à Sidi Bel Abbés sont pratiquement le signal de départ d'une campagne destinée à étouffer le nouveau journal « Une vulgaire et banale bagarre entre marchands de journaux tourne à l'émeute du fait des communistes » titre *Oran Matin*. En fait et par décision du maire Lucien Bellat, la vente à la criée d'*Oran Républicain* et de *l'Humanité* est interdite en ville et leurs vendeurs systématiquement agressés. Une agression de trop entraîne la riposte générale des cheminots qui sortent de leurs ateliers et des Algériens qui quittent en masse le *Village nègre* et convergent vers le centre de la ville pour affronter ensemble les militants du P.P.F. de jacques Doriot.

Des agressions sont signalées à Oran, à Telagh, et à Relizane, où le chef de gare interdit la vente du journal à la gare. Mais comme les exemplaires expédiés sont quand même passés, le commissaire arrête le revendeur pour outrage à agent et annonce de sous-titres. A Sidi M'hamed ben Ali (ex. Renault), *Oran Républicain* circule sous le burnous!

L'existence d'*Oran Républicain* constitue-t-elle pour les défenseurs du *statu quo* colonial un danger qui mettrait en cause leur système ? Les articles délirants d'*Oran Matin*, véritable pousse-au-crime qui grossit chaque affaire sont à comparer avec ceux apparemment plus calmes de *l'Echo d'Oran.* Il est vrai qu'il y a, pour les deux quotidiens, un risque : celui de voir s'éloigner d'eux une partie de leur lectorat. Le véritable danger est la fin du monopole de l'information notamment dans les petits centres. On peut dire que là où il y a une section du Front Populaire et/ou du Congrès Musulman, il y a désormais un correspondant d'*Oran Républicain*. C'est le nouveau réseau de circulation de l'information mis en place qui constitue le danger. L'instituteur du village (car c'est souvent de lui qu'il s'agit), le fameux - *d.n.c.p.* (de notre correspondant particulier) s'empare des dossiers et devient celui qui sait et qui transmet les nouvelles locales que l'on cache, que l'on tait. La parution sur les colonnes d'*Oran Républicain* de la moindre rumeur la rend crédible et provoque des polémiques. Le correspondant d'*Oran Républicain* qui en général s'était signalé par ses activités politiques partisanes devient la cible favorite de certains administrateurs de communes mixtes. C'est le cas de Carmillet à Saint-Lucien (Zahana), Salcédo à Cassaigne (Sidi Ali) qui

« comme à son habitude a inséré une méchanceté », Boudjemaa à Relizane qui réussit à bloquer le tournage d'un film en signalant aux figurants qu'ils avaient été recrutés par le président local du P.P.F. La conséquence immédiate est l'aggravation de la polémique avec *Oran Matin* et l'*Oranie Populaire* que lance le Parti Populaire Français (P.P.F.). L'écriture sert à porter des coups à l'adversaire et l'insulte sert souvent d'argument. La politisation de l'acte d'écriture touche même les reportages sportifs et les faits divers, reflet de la politisation de tous les domaines de la vie quotidienne en ces années 1937-1938. Des incidents violents éclatent dans différents points de la région ; mais il n'est plus question de laisser se rééditer l'atmosphère qui avait régné en 1931 lors de l'affaire Juliette Tordjman. La mort tragique de cette jeune fille avait été à l'origine d'une campagne antijuive[16]. L'affaire de la Société Marseillaise de Crédit de Sidi Bel Abbés est jugée en février 1937 à Chlef pour éviter tout débordement. L'un des accusés appartenait à une famille influente de la ville et de surcroît proche du Front Populaire, Mais *Oran Matin* ne s'embarrasse pas de scrupule en 1938, dans l'affaire Zaoui. Ne tient-on pas là un juif assassin ?

Les attaques les plus virulentes qu'*Oran Républicain*, a eu à subir ont porté sur les rapports qu'il entretenait avec la communauté juive. On l'appelle *Oran Youpin*. C'est donc un journal juif, mais franc-maçon et accessoirement communiste. *Oran Républicain,* journal judéo-rouge à tout pour ne pas être lu. L'Abbé Gabriel Lambert, maire d'Oran monte en première ligne dès le 18 mars 1937 : « Les amis de Kokohezinsky alias Rouzé décident des troubles en Algérie pour que l'Algérie cesse d'être française ». Si on ne respecte pas l'uniforme, « c'est qu'il se trouve des journaux pour envenimer cet état d'esprit ». Si les chômeurs manifestent, « c'est parce qu'ils sont chauffés à blanc par des meneurs européens et exaltés par la lecture d'*Oran Républicain* ». Le journal est même impliqué dans les événements de Sidi-Bel-Abbès de 1937: « L'agitation anti-française organisé concurremment par les délégués du panislamisme et les agents de Moscou existe depuis longtemps; mais elle est passée à l'action directe depuis quelques semaines, depuis qu'*Oran Républicain* et ceux qui le dirigent ont donné aux révolutionnaires l'assurance qu'ils présenteraient les

[16] La famille Tordjman avait été accusée d'avoir assassiné leur fille, coupable d'avoir eu une liaison avec un catholique. On avait même parlé de crime rituel.

faits de manière à les couvrir »[17]. L'attaque est directe et forte qui montre bien qu'il y a avec *Oran Républicain*, une vision nouvelle des choses et des faits. Comme le communiste et le franc-maçon ne font plus peur, reste le juif. La presse de droite, les services de police, les administrateurs rappellent systématiquement l'antagonisme qui oppose depuis des siècles le Musulman au Juif. Les évènements récents de Constantine, de Sétif, de Tlemcen sont d'excellents exemples, l'affaire de la Palestine arrive bien à propos. Et pourtant l'administrateur de Mazouna constate qu'en Octobre 1936, l'antisémitisme passe au second plan. *Oran Républicain* peut plaider non coupable, il n'était pas encore né. Mais son intrusion dans le champ de l'information aide à la consolidation de ce changement d'attitude en facilitant les rencontres. Aussi,- lorsque l'Abbé Lambert s'en prend aux Juifs, grâce à qui pourtant il avait conquis la mairie, il s'attaque à *Oran Républicain* relayé par l'*Oranie Populaire*. *Le Petit Oranais* dit aussi le *Petit Ordurier*, spécialisé dans l'anti-judaïsme depuis plus d'une dizaine d'années est encore plus violent, seul l'*Echo d'Oran* maintient une ligne relativement modérée.

C'est qu'en ces années 1936-1938, le réflexe de peur ne fonctionne plus aussi aisément que les années précédentes. Les idées reçues et reprises jusqu'à devenir des vérités sont combattues de la même manière qu'elles sont assénées au lectorat. L'administration ne se compromet plus comme avant. Le Préfet d'Oran, Roussellot est déplacé, son successeur Boujard se rapproche de l'équipe d'*Oran Républicain.* Quant au sous-préfet de Tlemcen, Lestrade-Carbonnel, lui qui avait su faire face aux puissantes sections du Front Populaire et du Congrès Musulman de la ville, on le retrouve en mai 1945 à Constantine pour y faire ce que l'on sait. *Oran Républicain* aura profité des nouvelles dispositions de l'administration préfectorale pour alimenter ses rubriques et défendre les axes essentiels du programme du Front Populaire venu au pouvoir ou retourné dans une position de soutien critique au gouvernement.

Enfin, entre tous, la *Lutte Sociale* mise à part, *Oran Républicain* publie sous forme de « lettre du lecteur » les positions du P.P.A. avec ou sans commentaires. La question nationale frappe aux

[17] Toutes ces citations sont extraites *d'Oran Matin*, février-mars1937.

portes du quotidien du Boulevard Sébastopol dès les premiers numéros.

Conclusion

Voilà donc un journal qui a la prétention de se développer en partie en direction d'une société qui ne lit pas ou peu le français.

Ce journal n'est pas créé pour favoriser l'expression du Mouvement pour l'Indépendance. Il n'a pas pour mission d'aider les Algériens à prendre conscience de leur personnalité nationale. C'est là le rôle auquel prétend *El Ouma.* Mais par rapport à l'organe nationaliste, il aura eu deux avantages, nés bien évidemment des moyens qu'il possède : il est là chaque matin, il informe sur les coins les plus reculés de la région et il les informe*. El Ouma* sort quand le P.P.A. peut le faire sortir et les informations locales concernent beaucoup plus la section de Nanterre que celle de Tlemcen. Contre la presse de droite, face à la presse nationaliste, avant *Alger Républicain* première version, par son ouverture à toutes les tendances anti-droitières et même par sa critique systématique du nationalisme, assimilé aux nationalistes d'Espagne, tout comme l'appellation P.P.A. a fini par être rapprochée de celle du parti d'extrême-droite français P.P.F., *Oran Républicain* aura aidé et favorisé le développement des interrogations sur la Nation Algérienne dans la fin des années 1930. A son corps défendant, peut-être, avec ses limites très certainement, le quotidien du Front Populaire aura été le premier quotidien à prendre en charge la question nationale. Aussi et de fait, faire chaque jour le journal, le lire et le faire lire ont été considérés alors comme autant d'actes politiques.